

Monsieur Stephen Harper,
Premier ministre du Canada
80, rue Wellington
Ottawa, Ontario
K1A 0A2

Québec, le 26 juillet 2006

Objet : Crise humanitaire au Proche-Orient et position du gouvernement canadien

Monsieur le premier ministre,

En tant que citoyens du Canada et du Québec, fiers de l'être et regroupés dans une coalition de la région de Québec pour la paix et contre la guerre, nous sommes dans l'obligation de nous désolidariser de la position inéquitable que vous avez prise en faveur d'Israël, alors que cet État ne fait que bafouer le droit international et des dizaines de résolutions des Nations-Unis depuis 1948, s'attaquant à des populations innocentes avec un acharnement inhumain..

Cela dit, en notre qualité de citoyens responsables et épris de paix, nous condamnons toute atteinte à la vie et à l'intégrité physique de civils innocents, qu'il s'agisse d'Israéliens, de Libanais ou de Palestiniens, ou encore de Québécois et Canadiens comme c'est malheureusement déjà le cas pour une famille montréalaise décimée.

À ce titre, votre opposition à joindre dès le début du conflit la voix du Canada à celle de nombreux pays pour un urgent cessez-le-feu est pour le moins scandaleuse du fait qu'elle cautionne la poursuite des tueries de civils et de la destruction d'infrastructures essentielles à la population.

La crise humanitaire affectant les populations palestinienne et libanaise en ce moment, et qui découle de la persistante et démesurée agression israélienne, aurait dû donner l'occasion au Canada de se positionner sur la scène moyen-orientale de façon responsable, plus mesurée, et avec une approche de médiation qui n'aliène pas nos relations avec cette partie du monde, tissées durant des décennies et fondant la crédibilité et le respect du Canada et des Canadiens sur la scène mondiale.

Il faut que vous sachiez que votre prise de position, imposée à votre parti et calquée sur celle de la droite au pouvoir aux États-Unis, ne fait aucunement honneur au Canada et ne reflète pas du tout – les sondages le démontrent clairement – les sentiments de compassion des Canadiens envers les innocentes victimes civiles de l'armée israélienne. De fait, l'écrasante majorité des Québécois et des Canadiens reste profondément attachée aux valeurs de justice, d'égalité et de paix, ici-même et partout ailleurs dans le monde.

C'est dire qu'il est urgent de réparer le préjudice que vous avez causé au Canada et à la majorité de ses habitants en retirant l'aide publique canadienne à l'Autorité palestinienne, en engageant nos soldats dans une guerre qui ne nous concerne pas en Afghanistan – où nos soldats meurent

pour une cause obscure qui expose désormais le Canada à d'éventuelles représailles – et en prenant le parti des agresseurs israéliens en Palestine et au Liban où le carnage se poursuit nuit et jour. N'est-ce pas, en partie, à cause de votre silence complice et, plus encore, de votre soutien coupable au gouvernement israélien et de votre rejet de tout appel au cessez-le-feu?

Il s'agit là d'un aventurisme politique indéfendable et d'autant moins acceptable qu'il cautionne l'idée qu'une guerre meurtrière puisse se justifier par la capture de trois soldats, alors que croupissent dans les prisons israéliennes des milliers de Libanais et de Palestiniens – y compris des ministres kidnappés alors qu'il s'agit de responsables politiques civils, issus d'élections libres et transparentes –. De plus, l'autodéfense d'Israël et le droit qui y est attaché, contrairement à ce que votre attitude laisse supposer, n'octroient nullement le droit de massacrer des civils par centaines ou d'envahir un pays voisin avec une force destructrice déjà qualifiée de crime de guerre.

Quant au désarmement du Hezbollah fondé sur une résolution de l'ONU, réclamé haut et fort par Israël et ses alliés occidentaux, y compris votre gouvernement, ne devrait-il pas s'effectuer en même temps que la mise en œuvre des nombreuses résolutions jamais respectées par Israël, notamment celle qui porte le numéro 242, datant, rappelons-le, de 1967? Et d'autres encore qui remontent à 58 ans?

Votre attitude en politique étrangère en général, et dans ce dossier brûlant en particulier est condamnable du fait qu'elle revient à un détournement de démocratie indigne de ce grand Canada qui est en train de perdre, par son alignement inconditionnel sur Israël et les États-Unis, un capital de crédibilité et de sympathie que vos prédécesseurs s'étaient employés à bâtir en harmonie avec des valeurs hautement canadiennes. Enfin, et après l'affront servi sur notre propre territoire au président de la francophonie, M. Abdou Diouf, comment pouvez-vous vous permettre de faire fi du fait que le Liban est un pays francophone qui nous est cher, et que de très nombreux Canadiens et Canadiennes sont d'origine arabe et libanaise?

Avec l'espoir qu'une prise de conscience éthique vous fasse revenir sur vos positions et celles que vous avez indûment imposées à l'ensemble des Québécois et des Canadiens, nous vous prions de croire, Monsieur le premier ministre, en notre indignation.

Pour la *Coalition Québec-Palestine*, à Québec,

Marie-Claude Giguère

Touhami Rachid Raffa

Sébastien Bouchard

[coordonnées tronquées pour
cette version en ligne]